

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1044

[2007/200679]

## 25 JANVIER 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'agrément des "écoles de pêche" et des formateurs ainsi qu'à l'octroi de subventions aux "écoles de pêche" agréées

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1954 sur la pêche fluviale, notamment les articles 8, alinéa 3, et 36bis, inséré par le décret du 6 mai 1999;

Vu les consultations des Commissions provinciales piscicoles des 16 février et 9 juin 2004;

Vu la proposition du Fonds piscicole de Wallonie du 23 juin 2004;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés les 15 septembre et 12 décembre 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 février 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 6 novembre 2006;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *De la procédure d'agrément*Section 1<sup>re</sup>. — *Des "écoles de pêche"*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'agrément en tant qu'"école de pêche" au sens de l'article 36bis de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1954 sur la pêche fluviale est accordé par le Ministre ayant la Pêche fluviale dans ses attributions, ci-après dénommé le Ministre, ou son délégué à l'organisme remplissant les conditions suivantes :

1° être constitué en association sans but lucratif au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif;

2° avoir notamment pour objet social la réalisation d'activités de formation ou de sensibilisation à la pêche et au milieu aquatique;

3° avoir un siège d'activités en Région wallonne;

4° compter parmi ses membres au moins un formateur agréé en vertu du présent arrêté;

5° disposer d'infrastructures permettant l'organisation d'activités de formation ou de sensibilisation à la pêche et au milieu aquatique;

6° avoir donné durant les deux ans qui précèdent la réception de la demande d'agrément au moins vingt heures d'activités de formation ou de sensibilisation à la pêche et au milieu aquatique;

7° organiser chaque année au moins vingt heures de formation ou de sensibilisation à la pêche et au milieu aquatique, par module d'au moins quatre heures consécutives, et ce dans le respect des conditions fixées au cahier des charges repris à l'annexe I<sup>re</sup>;

8° accepter la présence et le contrôle de représentants du comité central du Fonds piscicole de Wallonie lors du déroulement des activités visées au 7°;

9° adresser au secrétariat du Fonds piscicole, pour le 1<sup>er</sup> décembre de chaque année, un rapport d'activités sur la base d'un modèle arrêté par le Comité central du Fonds piscicole.

**Art. 2.** La demande d'agrément est adressée à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement par lettre recommandée à la Poste au moyen du document repris à l'annexe II.

Le Ministre ou son délégué statue sur la demande après avoir sollicité l'avis du comité central du Fonds piscicole de Wallonie et notifie sa décision au demandeur par lettre recommandée à la Poste dans un délai de soixante jours à dater de la réception du dossier de demande complet.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. L'agrément est octroyé pour une période de dix ans, renouvelable sur la base de la procédure prévue à l'article 2.

En cas de renouvellement de l'agrément, le demandeur doit introduire sa demande d'agrément endéans les six mois qui précèdent l'expiration de son agrément.

§ 2. L'agrément peut être suspendu à tout moment par le Ministre ou son délégué sur avis du Comité central du Fonds piscicole de Wallonie lorsque l'"école de pêche" :

1° ne remplit plus une des conditions d'agrément mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, 1° à 9°;

2° laisse pratiquer des actes contraires aux bonnes mœurs ou à la législation en vigueur dans le cadre des activités qu'elle organise;

§ 3. Le Ministre ou son délégué notifie la suspension d'agrément par lettre recommandée à la poste.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'agrément est refusé ou suspendu, un recours peut être introduit dans un délai de trente jours à partir de la notification écrite du refus ou de la suspension. Le recours est introduit auprès du Gouvernement lorsque le refus ou la suspension de l'agrément a été notifié par le Ministre lui-même. Lorsque cette notification a été faite par le délégué du Ministre, le recours est introduit auprès de ce dernier.

Le recours n'est pas suspensif.

§ 2. Le Gouvernement ou le Ministre demande l'avis du Comité central du Fonds piscicole de Wallonie.

§ 3. A défaut d'avis dans les deux mois le Gouvernement ou le Ministre peut décider valablement.

Le défaut de décision du Gouvernement ou du Ministre dans un délai de quatre mois à dater de l'introduction du recours est assimilé à une acceptation.

Si une suite défavorable est accordée, il ne sera statué sur une nouvelle demande que si de nouveaux motifs sont présentés pour justifier celle-ci.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Les "écoles de pêche" agréées en vertu du présent arrêté sont, dans le cadre de leurs activités de formation ou de sensibilisation, couvertes par la police d'assurance responsabilité civile et accidents corporels contractée par le Fonds piscicole de Wallonie, pour autant qu'elles se conforment au cahier des charges repris à l'annexe I<sup>er</sup>.

§ 2. Les participants à une activité de formation ou de sensibilisation à la pêche et au milieu aquatique organisée par une "école de pêche" agréée sont dispensés de l'obligation d'être munis d'un permis de pêche lorsqu'ils pêchent dans le cadre de ces activités.

#### Section 2. — Des formateurs

**Art. 6.** L'agrément en tant que "formateur" au sens de l'article 36bis de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1954 sur la pêche fluviale est accordé par le Ministre ou son délégué, aux personnes remplissant les conditions suivantes :

1° avoir suivi avec fruit une formation organisée par le comité central du Fonds piscicole, dont le contenu et les modalités d'évaluation des connaissances à acquérir auront été définis par lui;

2° être âgé de dix-huit ans au moins à la date d'introduction de la demande d'agrément;

3° être en possession d'un permis de pêche de la Région wallonne valable pour l'année civile en cours;

4° ne pas avoir été condamné par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour des infractions commises à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1954 sur la pêche fluviale, à la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et à la loi du 28 février 1882 sur la chasse, et ce dans les cinq ans qui précèdent l'introduction de la demande d'agrément;

5° ne pas avoir été condamné dans le passé par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour des faits de mœurs.

**Art. 7.** La demande d'agrément est adressée à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement par lettre recommandée à la Poste au moyen du document repris à l'annexe III.

Le Ministre ou son délégué statue sur la demande après avoir sollicité l'avis du Comité central du Fonds piscicole de Wallonie et notifie sa décision au demandeur par lettre recommandée à la Poste, dans un délai de soixante jours à dater de la réception du dossier de demande complet.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. L'agrément est octroyé pour une durée de dix ans, renouvelable sur la base de la procédure prévue à l'article 7.

En cas de renouvellement de l'agrément, le demandeur doit introduire sa demande d'agrément endéans les six mois qui précèdent l'expiration de son agrément.

§ 2. L'agrément peut être suspendu à tout moment par le Ministre ou son délégué, sur avis du comité central du Fonds piscicole, lorsque des indices sérieux laissent supposer dans le chef du formateur un comportement contraire aux bonnes mœurs ou le non-respect des dispositions des législations dont question à l'article 6, 4°.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'agrément est refusé ou suspendu, un recours peut être introduit dans un délai de trente jours à partir de la notification écrite du refus ou de la suspension. Le recours est introduit auprès du Gouvernement lorsque le refus ou la suspension de l'agrément a été notifié par le Ministre lui-même. Lorsque cette notification a été faite par le délégué du Ministre, le recours est introduit auprès de ce dernier.

Le recours n'est pas suspensif.

§ 2. Le Gouvernement ou le Ministre demande l'avis du Comité central du Fonds piscicole de Wallonie.

§ 3. A défaut d'avis dans les deux mois le Gouvernement ou le Ministre peut décider valablement.

Le défaut de décision du Gouvernement ou du Ministre dans un délai de quatre mois à dater de l'introduction du recours est assimilé à une acceptation.

Si une suite défavorable est accordée au recours, il ne sera statué sur une nouvelle demande que si de nouveaux motifs sont présentés pour justifier celle-ci.

CHAPITRE II. — *De l'octroi de subventions aux "écoles de pêche" agréées*

**Art. 10.** Dans la limite des crédits budgétaires disponibles au niveau du Fonds piscicole de Wallonie et sur proposition de son comité central, le Ministre ou son délégué octroie une subvention annuelle aux "écoles de pêche" agréées. Cette subvention est destinée à couvrir partiellement ou totalement le déficit éventuel résultant de l'organisation des activités de formation ou de sensibilisation à la pêche et au milieu aquatique qu'elles dispensent.

**Art. 11.** L'octroi de cette subvention est lié au respect des conditions suivantes :

1° la demande de subvention doit être introduite auprès d'une fédération de pêcheurs siégeant dans une commission provinciale piscicole et proposée par cette dernière au Comité central du Fonds piscicole de Wallonie;

2° les activités de formation ou de sensibilisation organisées par l'"école de pêche" et répondant au cahier des charges repris à l'annexe I<sup>re</sup> sont accessibles aux participants moyennant le paiement d'un droit d'inscription dont le montant minimal est fixé par le comité central du Fonds piscicole de Wallonie;

3° la demande de subvention doit être accompagnée du programme annuel des activités de formation ou de sensibilisation organisées par l'"école de pêche" ainsi que d'une estimation des dépenses et des recettes occasionnées par l'organisation de ces activités.

**Art. 12.** La demande de subvention est introduite auprès de la fédération de pêcheurs avant le 30 juin de l'année précédant celle pour laquelle une subvention est sollicitée.

**Art. 13.** L'octroi de la subvention est notifié aux bénéficiaires avant le 31 janvier de l'année pour laquelle la subvention est sollicitée.

**Art. 14.** La subvention est liquidée après approbation par le Ministre ou son délégué suivant les modalités suivantes :

1° une première tranche d'un montant égal à 50 % de la subvention peut être liquidée après la notification de celle-ci, sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable;

2° le solde est liquidé sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable ainsi que d'un état des recettes et dépenses de fonctionnement liées à l'organisation des activités de formation ou de sensibilisation, appuyé des pièces justificatives.

Par dépenses de fonctionnement, il y a lieu d'entendre les dépenses suivantes à l'exclusion de toutes autres :

- les frais d'achat de matériel ou de fournitures nécessaires au déroulement des activités;
- les frais de location des bâtiments dans lesquels sont organisées les activités;
- les frais de déplacements et droits d'entrée encourus à l'occasion d'excursions organisées durant les activités;
- les frais de logement, de nourriture et de boissons encourus durant les activités de plus d'un jour;
- les indemnités et frais de déplacement des formateurs agréés et des personnes qui les assistent.

La subvention octroyée ne peut en aucun cas être supérieure au déficit engendré par l'organisation des activités de formation ou de sensibilisation par l'"école de pêche". Le cas échéant, l'"école de pêche" rembourse le trop perçu au Fonds piscicole.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

**Art. 15.** Les personnes qui, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, ont obtenu un certificat de "moniteur responsable" délivré par le Ministre satisfont à la condition de l'article 6, 1<sup>o</sup>.

Les porteurs de ce certificat sont autorisés à poursuivre leur activité de formateur pendant une période de soixante jours avant d'être agréé conformément à l'article 6.

**Art. 16.** Le Ministre qui a la Pêche fluviale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 janvier 2007.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

ANNEXE I<sup>re</sup>

## Cahier des charges des "écoles de pêche" agréées

## I. Mesures d'organisation des activités.

1. Disposer d'une liste de numéros d'appel d'urgence (services d'urgences, pompiers, médecin, pharmacien). Cette liste doit être consultable rapidement à tout moment lors des activités de formation ou de sensibilisation organisée par l'"école de pêche". Un téléphone ou un GSM doit toujours être accessible sur les lieux d'activité extérieure.

2. Avoir reconnu au préalable les sites fréquentés lors des activités, et établir pour chacun d'eux une fiche reprenant :

- le nom du site (adresse et/ou nom du lieu-dit);
- une analyse des risques et des mesures de prévention à prévoir;
- les indications permettant aux services d'urgence d'accéder au site;
- la mention de la couverture ou non du site par un réseau pour GSM;
- les coordonnées cartographiques du site.

1. Lors de l'organisation d'un stage, c'est-à-dire d'une activité de formation d'au moins trois jours consécutifs, disposer d'une fiche par participant reprenant les renseignements suivants :

- Nom, prénom :
- Age :
- Adresse :
- Informations médicales pertinentes (pathologies, médicaments, etc.) :
- Coordonnées d'une personne de contact (adresse, numéro de téléphone) :

1. Tout formateur et toute personne qui assiste le formateur dans sa tâche devra, avant le commencement de toute activité :

- disposer de la liste des numéros d'appel d'urgence;
- disposer de la liste des stagiaires et avoir pris connaissance, le cas échéant, de leurs fiches individuelles;
- avoir pris connaissance des fiches des sites fréquentés lors de l'activité.

## I. Mesures de sécurité lors des activités.

1. Toute activité doit au minimum être encadrée par deux personnes, dont un formateur agréé. Les activités doivent toujours être encadrées par un personnel suffisant en vue d'assurer une surveillance correcte et constante des stagiaires.

Lors de toute activité, du matériel de secours doit être disponible et doit comprendre au moins :

- un nombre de bouées suffisant en fonction des risques présents sur le site de pêche;
- une trousse de secours répondant aux normes légales et comprenant notamment : une couverture isothermique; des gants; une paire de ciseaux de brancardier; des pansements compressifs; des sachets en plastique qui ferment; des pochettes réfrigérantes à usage unique; des triangles de tissu stérile; une pince à échardes; une pince à tiques; un Aspi-venin; de l'eau propre et du savon; des compresses stériles; un antiseptique à large spectre; une pommade anti-histaminique; de la crème solaire.

## I. Contenu de la formation.

1. Les activités de l'école de pêche agréée seront orientées vers l'enseignement d'une pêche respectueuse de la nature, du poisson ainsi que des autres usagers de la rivière. La découverte du milieu aquatique fera partie intégrante de cet enseignement.

2. Un programme de la formation doit être établi avant le début de celle-ci. Au cours de la formation, les matières suivantes pourront être abordées :

- connaissance des principales espèces poissons et biologie du milieu aquatique;
- techniques de pêche et utilisation du matériel;
- notions d'écologie (déchets, utilisation rationnelle de l'eau,...);
- notions de manipulation du poisson (maniement lors du décrochage, remise à l'eau, intérêt de l'hameçon sans ardillon,...);
- législation en vigueur et organisation de la pêche en Région wallonne.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 janvier 2007 relatif à l'agrément des "écoles de pêche" et des formateurs ainsi qu'à l'octroi de subventions aux "écoles de pêche" agréées.

Namur, le 25 janvier 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

## ANNEXE II

## Demande d'agrément/de renouvellement d'agrément d'école de pêche

Sont à joindre à la présente demande d'agrément/de renouvellement d'agrément comme école de pêche :

1. La copie des statuts de l'association sans but lucratif demanderesse, ainsi que la copie des mentions publiées au *Moniteur belge*.
2. Une copie des éventuelles publications réalisées par l'association sans but lucratif demanderesse, ainsi que de tout autre document permettant d'apprécier les activités accomplies par cette dernière dans le domaine de la pêche.
3. Un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs du responsable de l'association sans but lucratif demanderesse, daté de mois de trois mois au moment de la demande.

## DEMANDE D'AGREMENT

I. Dénomination de l'école et/ou de l'ASBL demanderesse :

.....  
 .....  
 .....

Adresse : .....

Téléphone : ..... Fax : .....

Adresse e-mail/Site internet : .....

II. Personne responsable :

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

Téléphone : ..... Fax : .....

Adresse e-mail : .....

- Cette personne dispose-t-elle d'un agrément en tant que formateur au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'agrément des "écoles de pêche" et des formateurs ainsi qu'à l'octroi de subventions à certaines "écoles de pêche" agréées ?

OUI/NON

Si oui, n° d'agrément ou date de l'envoi de la demande d'agrément :

.....

- L'école de pêche dispose-t-elle d'autre(s) formateur(s) agréé(s) en vertu de l'arrêté précité ?

OUI/NON

Si oui, n° des (de l') agrément(s) ou des (de la) demande(s) d'agrément(s) + nom(s) et prénom(s) des formateurs :

.....  
 .....  
 .....

I. Informations relatives aux activités menées par l'école de pêche (en cas de premier agrément) :

- L'école de pêche a-t-elle déjà organisé des activités de formation/de sensibilisation du public à la pêche ou au milieu halieutique ?

OUI/NON

Si oui, veuillez décrire avec le plus de précisions possibles ces activités (contenu, fréquence, dates, nombre de participants par activités, durée, modalités d'organisation, etc.) :

.....  
 .....

• Quel est le public généralement visé par les activités organisées par l'école de pêche ?

• La participation aux activités organisées par l'école de pêche est-elle subordonnée au paiement d'un droit d'inscription ? Si oui, à combien s'élève ce droit ?

• Combien de participants l'école de pêche peut-elle accueillir aux activités qu'elle organise ?

• Quelles sont les infrastructures d'accueil disponibles (locaux, matériel de pêche, etc.) ?

• Quels sont les sites de pêche fréquentés par l'école de pêche ?

S'agit-il de sites privés ou publics ?

Je certifie sur l'honneur que toutes les informations contenues dans le présent document et ses annexes sont sincères et véritables.

Fait à : ..... le : .....

Signature et qualité :

**Cadre réservé à l'administration :**

Observations :

.....  
 .....

Décision :

.....  
 .....

Avis du comité central du Fonds piscicole de Wallonie :

.....  
 .....

N° d'agrément :

.....

Date d'octroi :

.....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 janvier 2007 relatif à l'agrément des "écoles de pêche" et des formateurs ainsi qu'à l'octroi de subventions aux "écoles de pêche" agréées.

Namur, le 25 janvier 2007.

Le Ministre-Président,  
 E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
 B. LUTGEN

## ANNEXE III

## Demande d'agrément/de renouvellement d'agrément de formateur

Sont à joindre à la présente demande d'agrément/de renouvellement d'agrément comme formateur :

1. Un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs daté de moins de trois mois au moment de la demande d'agrément.
2. L'attestation de réussite aux examens théorique et pratique du programme de formation organisé par le Fonds piscicole de Wallonie.
3. Une copie de la police d'assurance garantissant la responsabilité civile du demandeur dans le cadre des séances d'animation.
4. Une copie de la carte d'identité.
5. 2 photos récentes, format carte d'identité.

## DEMANDE D'AGREMENT

Renseignements personnels.

Nom, prénom(s) : .....

Adresse : .....

Localité : ..... Code postal : .....

Téléphone : ..... Fax : .....

Adresse e-mail : .....

Date de naissance : ..... Lieu : .....

Profession : .....

Je certifie sur l'honneur que toutes les informations contenues dans le présent document et ses annexes sont sincères et véritables.

Fait à : ..... le : .....

Signature :

**Cadre réservé à l'administration :**

Observations :

.....  
 .....

Décision :

.....  
 .....

Avis du comité central du Fonds piscicole de Wallonie :

.....  
 .....

N° d'agrément :

.....

Date d'octroi :

.....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 janvier 2007 relatif à l'agrément des "écoles de pêche" et des formateurs ainsi qu'à l'octroi de subventions aux "écoles de pêche" agréées.

Namur, le 25 janvier 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 1044

[2007/200679]

**25. JANUAR 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Zulassung der "Fischerschulen" und der Ausbilder sowie über die Gewährung von Subventionen an die zugelassenen "Fischerschulen"**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 1. Juli 1954 über den Flussfischfang, insbesondere des Artikels 8 Absatz 3 und *36bis*, eingefügt durch das Dekret vom 6. Mai 1999;

Aufgrund der Konsultierung der provinziellen Fischzuchtcommissionen vom 16. Februar und 9. Juni 2004;

Aufgrund des Vorschlags des Wallonischen Fischzuchtfonds vom 23. Juni 2004;

Aufgrund der am 15. September und 12. Dezember 2005 abgegebenen Gutachten der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 2. Februar 2006 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 6. November 2006 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
Beschließt:

KAPITEL I — *Zulassungsverfahren**Abschnitt 1 — "Fischerschulen"*

**Artikel 1** - Die Zulassung als "Fischerschule" im Sinne von Artikel *36bis* des Gesetzes vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei wird durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Flussfischerei gehört, nachstehend der "Minister" genannt, oder durch seinen Bevollmächtigten jener Einrichtung gewährt, die folgende Bedingungen erfüllt:

1° als Vereinigung ohne Erwerbszweck im Sinne des Gesetzes vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Erwerbszweck errichtet sein;

2° als Gesellschaftszweck insbesondere die Ausübung von Ausbildungs- und Sensibilisierungsaktivitäten im Bereich des Fischfangs und des aquatischen Lebensraums haben;

3° einen Betriebssitz in der Wallonischen Region haben;

4° unter ihren Mitgliedern mindestens einen aufgrund des vorliegenden Erlasses zugelassenen Ausbilder zählen;

5° über Infrastrukturen, die die Organisation von Ausbildungs- und Sensibilisierungsaktivitäten im Bereich des Fischfangs und des aquatischen Lebensraums ermöglichen, verfügen;

6° im Laufe der zwei Jahre vor dem Eingang des Zulassungsantrags mindestens zwanzig Stunden Ausbildungs- und Sensibilisierungsaktivitäten im Bereich des Fischfangs und des aquatischen Lebensraums organisiert haben;

7° jedes Jahr mindestens zwanzig Stunden Ausbildungs- und Sensibilisierungsaktivitäten im Bereich des Fischfangs und des aquatischen Lebensraums in Abschnitten von jeweils mindestens vier Stunden organisieren und dies unter Beachtung der im Lastenheft der Anlage I auferlegten Bedingungen;

8° die Anwesenheit und die Kontrolle der Vertreter des Zentralausschusses des Wallonischen Fischzuchtfonds beim Ablauf der im Punkt 7° erwähnten Aktivitäten zulassen;

9° spätestens am 1. Dezember eines jeden Jahres dem Sekretariat des Fischzuchtfonds einen Tätigkeitsbericht auf der Grundlage eines vom Zentralausschuss des Fischzuchtfonds festgelegten Musters übermitteln.

**Art. 2** - Der Zulassungsantrag wird der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief anhand des in der Anlage II angeführten Dokuments übermittelt.

Der Minister oder dessen Bevollmächtigter befindet über den Antrag, nachdem er das Gutachten des Zentralausschusses des Wallonischen Fischzuchtfonds eingeholt hat, und teilt dem Antragsteller innerhalb einer Frist von 60 Tagen ab dem Eingang der vollständigen Antragsakte seinen Beschluss durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit.

**Art. 3** - § 1 - Die Zulassung wird für einen Zeitraum von zehn Jahren gewährt, der auf der Grundlage des in Artikel 2 vorgesehenen Verfahrens erneuert werden kann.

Wenn die Zulassung erneuert werden soll, muss der Antragsteller seinen Zulassungsantrag innerhalb von sechs Monaten vor dem Ablauf seiner Zulassung einreichen.

§ 2 - Die Zulassung kann jederzeit durch den Minister oder dessen Bevollmächtigten auf Gutachten des Zentralausschusses des Wallonischen Fischzuchtfonds ausgesetzt werden, wenn die "Fischerschule":

1° eine der in Artikel 1 1° bis 9° erwähnten Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt;

2° Handlungen ausüben läßt, die im Rahmen der Aktivitäten, die sie organisiert, gegen die guten Sitten oder die geltende Gesetzgebung verstoßen;

§ 3 - Der Minister oder dessen Bevollmächtigter teilt die Aussetzung der Zulassung durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit.



**Art. 4 - § 1** - Wird eine Zulassung verweigert oder ausgesetzt, kann ein Einspruch innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab der schriftlichen Verweigerungs- oder Aussetzungsmitteilung eingereicht werden. Der Einspruch kann bei der Regierung eingereicht werden, wenn die Verweigerung oder die Aussetzung der Zulassung vom Minister selbst mitgeteilt wurde. Wurde die Mitteilung durch den Bevollmächtigten des Ministers vorgenommen, wird der Einspruch bei dem Letzteren eingereicht.

Der Einspruch hat keine aufschiebende Wirkung.

§ 2 - Die Regierung oder der Minister holt das Gutachten des Zentralausschusses des Wallonischen Fischzuchtfonds ein.

§ 3 - In Ermangelung eines Gutachtens innerhalb von zwei Monaten darf die Regierung oder der Minister gültig beschließen.

Die Ermangelung eines Beschlusses der Regierung oder des Ministers innerhalb einer Frist von vier Monaten ab der Einreichung des Einspruchs ist einer Genehmigung gleichgestellt.

Wird einem Antrag nicht stattgegeben, wird über einen neuen Antrag nur befunden, wenn neue Gründe vorgestellt werden, um diesen Antrag zu rechtfertigen.

**Art. 5 - § 1** - Die aufgrund des vorliegenden Erlasses zugelassenen "Fischerschulen" werden im Rahmen ihrer Ausbildungs- oder Sensibilisierungsaktivitäten durch die Versicherungspolice gegen Haftpflichtrisiken und Unfälle mit Personenschaden, die durch den Wallonischen Fischzuchtfonds abgeschlossen wurde, versichert, sofern sie die Auflagen des in der Anlage I angeführten Lastenheftes erfüllen.

§ 2 - Die Teilnehmer an einer Ausbildungs- oder Sensibilisierungsaktivität im Bereich des Fischfangs und des aquatischen Lebensraums, die durch eine zugelassene "Fischerschule" organisiert wird, werden von der Pflicht befreit, im Besitz eines Angelscheins zu sein, wenn sie im Rahmen dieser Aktivitäten fischen.

#### *Abschnitt 2 — Ausbilder*

**Art. 6** - Die Zulassung als "Ausbilder" im Sinne von Artikel 36*bis* des Gesetzes vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei wird vom Minister oder dessen Bevollmächtigten jenen Personen gewährt, die folgende Bedingungen erfüllen:

1° an einer durch den Zentralausschuss des Fischzuchtfonds organisierten Ausbildung, deren Inhalt und Modalitäten für die Bewertung der zu erwerbenden Kenntnisse durch ihn festgelegt werden, erfolgreich teilgenommen haben;

2° am Datum der Einreichung des Zulassungsantrags mindestens 18 Jahre alt sein;

3° für das laufende Kalenderjahr im Besitz eines Angelscheins der Wallonischen Region sein;

4° nicht durch einen rechtskräftigen gerichtlichen Beschluss wegen Verstöße gegen das Gesetz vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei, das Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur und das Jagdgesetz vom 28. Februar 1882 verurteilt worden sein, und dies innerhalb von fünf Jahren vor der Einreichung des Zulassungsantrags;

5° nicht durch einen rechtskräftigen gerichtlichen Beschluss wegen Sittenwidrigkeiten in der Vergangenheit verurteilt worden sein.

**Art. 7** - Der Zulassungsantrag wird der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief anhand des in der Anlage III angeführten Dokuments zugeschickt.

Der Minister oder dessen Bevollmächtigter befindet über den Antrag, nachdem er das Gutachten des Zentralausschusses des Wallonischen Fischzuchtfonds eingeholt hat, und teilt dem Antragsteller innerhalb einer Frist von 60 Tagen ab dem Eingang der vollständigen Antragsakte seinen Beschluss mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit.

**Art. 8 - § 1** - Die Zulassung wird für eine Dauer von zehn Jahren gewährt, die auf der Grundlage des in Artikel 7 vorgesehenen Verfahrens erneuert werden kann.

Wenn die Zulassung erneuert werden soll, muss der Antragsteller seinen Zulassungsantrag innerhalb von sechs Monaten vor dem Ablauf seiner Zulassung einreichen.

§ 2 - Die Zulassung kann jederzeit durch den Minister oder dessen Bevollmächtigten auf Gutachten des Zentralausschusses des Wallonischen Fischzuchtfonds ausgesetzt werden, wenn ernsthafte Anzeichen zu der Vermutung Anlass geben lassen, dass der Ausbilder ein Verhalten an den Tag legt, das gegen die guten Sitten verstößt, oder dass er die in Artikel 6 4° erwähnten Gesetzgebungen nicht beachtet.

**Art. 9** - Wird eine Zulassung verweigert oder ausgesetzt, kann ein Einspruch innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab der schriftlichen Verweigerungs- oder Aussetzungsmitteilung eingereicht werden. Der Einspruch kann bei der Regierung eingereicht werden, wenn die Verweigerung oder die Aussetzung der Zulassung vom Minister mitgeteilt wurde. Wurde die Mitteilung durch den Bevollmächtigten des Ministers vorgenommen, wird der Einspruch bei dem Letzteren eingereicht.

Der Einspruch hat keine aufschiebende Wirkung.

§ 2 - Die Regierung oder der Minister holt das Gutachten des Zentralausschusses des Wallonischen Fischzuchtfonds ein.

§ 3 - In Ermangelung eines Gutachtens innerhalb von zwei Monaten darf die Regierung oder der Minister gültig beschließen.

Die Ermangelung eines Beschlusses der Regierung oder des Ministers innerhalb einer Frist von vier Monaten ab der Einreichung des Einspruchs ist einer Genehmigung gleichgestellt.

Wird eine ungünstige Antwort gegeben, wird über einen neuen Antrag nur befunden, wenn neue Gründe vorgestellt werden, um diesen Antrag zu rechtfertigen.

KAPITEL II — *Gewährung von Subventionen an die zugelassenen "Fischerschulen"*

**Art. 10** - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel auf Ebene des Wallonischen Fischzuchtfonds und auf Vorschlag seines Zentralausschusses gewährt der Minister oder dessen Bevollmächtigter eine jährliche Subvention an die zugelassenen "Fischerschulen". Diese Subvention ist dazu bestimmt, das eventuelle Defizit, das sich aus den durch sie organisierten Ausbildungs- oder Sensibilisierungsaktivitäten im Bereich des Fischfangs und des aquatischen Lebensraums, ergibt, teilweise oder ganz zu decken.

**Art. 11** - Die Gewährung dieser Subvention wird mit der Beachtung der folgenden Bedingungen verbunden:

2° der Antrag auf Subvention muss bei einem Fischerverband, der einen Sitz in einer provinziellen Fischzucht-kommission hat, eingereicht und durch die Letztere dem Zentralausschuss des Wallonischen Fischzuchtfonds vorgeschlagen werden;

2° die Ausbildungs- oder Sensibilisierungsaktivitäten, die durch die "Fischerschule" organisiert werden und die die Auflagen des in der Anlage I angeführten Lastenhefts erfüllen, werden für die Teilnehmer zugänglich gegen Zahlung einer Einschreibgebühr, deren Mindestbetrag durch den Zentralausschuss des Wallonischen Fischzuchtfonds festgelegt wird;

3° der Subventionsantrag muss gemeinsam mit dem Jahresprogramm der durch die "Fischerschule" organisierten Ausbildungs- oder Sensibilisierungsaktivitäten sowie mit einer Schätzung der durch die Organisation dieser Aktivitäten verursachten Ausgaben und Einnahmen versehen werden.

**Art. 12** - Der Subventionsantrag wird beim Fischerverband vor dem 30. Juni des Jahres vor demjenigen, für das eine Subvention beantragt wird, eingereicht.

**Art. 13** - Die Gewährung der Subvention wird den Bezugsberechtigten vor dem 31. Januar des Jahres, für das die Subvention beantragt wird, mitgeteilt.

**Art. 14** - Nach Zustimmung durch den Minister oder dessen Bevollmächtigten wird die Subvention nach folgenden Modalitäten ausgezahlt.

1° ein erster Teilbetrag, dessen Betrag 50 % der Subvention entspricht, kann bei der Bekanntgabe der Gewährung der Subvention gegen Vorlage einer für richtig bescheinigten Forderungsanmeldung ausgezahlt werden;

3° der Restbetrag wird bei Vorlage einer für richtig bescheinigten Forderungsanmeldung sowie einer mit Beweisstücken versehenen Aufstellung der Einnahmen und Betriebsausgaben; die mit der Organisation der Ausbildungs- oder Sensibilisierungsaktivitäten verbunden sind, ausgezahlt.

Unter Betriebsausgaben versteht man die folgenden Ausgaben mit Ausnahme aller anderen Ausgaben:

— die Kosten für Ankauf von Material oder Bedarfsgegenstände, die für den Ablauf der Aktivitäten notwendig sind;

— die Kosten für die Vermietung der Gebäude, in denen die Aktivitäten organisiert werden;

— die Fahrtkosten und die Einschreibgebühren für im Laufe der Aktivitäten organisierte Ausflüge;

— die Kosten für Unterkunft, Ernährung und Getränke für Aktivitäten, die sich über mehr als einen Tag erstrecken;

— die Vergütungen und Fahrtkosten der zugelassenen Ausbilder und der Personen, die ihnen helfen.

Die gewährte Subvention darf keinesfalls das Defizit überschreiten, das sich aus den durch die "Fischerschule" organisierten Ausbildungs- oder Sensibilisierungsaktivitäten ergibt. Gegebenenfalls zahlt die "Fischerschule" dem Fischzuchtfonds den zuviel erhobenen Betrag zurück.

KAPITEL III — *Schlussbestimmungen*

**Art. 15** - Die Personen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ein durch den Minister ausgestelltes Zeugnis als "verantwortlicher Lehrer" erhalten haben, genügen der Bedingung von Artikel 6 1°.

Die Inhaber dieses Zeugnisses dürfen ihre Tätigkeit als Ausbilder im Laufe eines Zeitraums von sechzig Tagen, bevor gemäß Artikel 6 zugelassen zu werden, weiter ausüben.

**Art. 16** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Flussfischerei gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. Januar 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

## ANLAGE I

## Lastenheft der Zugelassenen "Fischerschulen"

## I. Maßnahmen für die Organisation der Aktivitäten

1. Über eine Liste von Notrufnummern (Notdienste, Feuerwehr, Arzt, Apotheker) zu verfügen. Diese Liste muss schnell und ständig im Laufe der durch die "Fischerschule" organisierten Ausbildungs- und Sensibilisierungsaktivitäten eingesehen werden können. Ein Telefon oder ein Handy muss immer dort zugänglich sein, wo die Freiluftaktivitäten stattfinden.

2. Die im Laufe der Aktivitäten besuchten Gebiete sind vorher erkundet worden und für jedes Gebiet ist eine Karte mit folgenden Angaben zu erstellen:

- der Name des Gebiets (Anschrift und/oder Name der Ortslage);
- eine Analyse der Risiken und der vorzusehenden Vorbeugungsmaßnahmen;
- die Angaben, die den Zugang der Notdienste zum Gebiet ermöglichen;
- die Angabe, ob das Gebiet durch ein Mobiltelefonnetz gedeckt ist oder nicht;
- die kartographischen Daten des Gebiets.

1. Bei der Organisation eines Praktikums, d.h. einer mindestens drei aufeinanderfolgenden Tage andauernden Ausbildungsaktivität, über eine Karte pro Teilnehmer mit den folgenden Angaben verfügen:

- Name, Vorname:
- Alter:
- Anschrift:
- erhebliche medizinische Auskünfte (Pathologien, Einnahme von Medikamenten, usw.):
- Angaben einer Kontaktperson (Anschrift, Rufnummer):

1. Jeglicher Ausbilder und jegliche Person, die ihn bei seiner Aufgabe unterstützt, muss vor dem Beginn jeglicher Tätigkeit:

- über die Liste der Notrufnummer verfügen;
- über die Liste der Teilnehmer verfügen und ggf. Kenntnis von ihren Einzelkarten genommen haben;
- Kenntnis der Karten der bei der Tätigkeit besuchten Gebiete genommen haben.

## I. Sicherheitsmaßnahmen bei den Aktivitäten

1. Jede Aktivität muss von mindestens zwei Personen, von denen eine ein zugelassener Ausbilder ist, betreut werden. Die Aktivitäten müssen immer von einer ausreichenden Anzahl Personen betreut werden, um eine angemessene und ständige Überwachung der Teilnehmer zu gewährleisten.

2. Bei jeder Aktivität muss Erste-Hilfe-Material verfügbar sein, das mindestens Folgendes umfasst:

- eine genügende Anzahl von Rettungsbojen je nach den auf dem Gebiet des Fischfangs vorhandenen Risiken;
- ein Verbandskasten, der den gesetzlichen Normen genügt und insbesondere Folgendes umfasst: eine Überlebensdecke; Handschuhe; eine Verbandschere; Kompressenverbände; verschließbare Plastikbeutel; Kühlunterlagen; sterile Dreiecktücher; eine Splitterzange; eine Zeckenzange; ein Aspivenin; sauberes Wasser und Seife; sterile Kompressen; ein Antiseptikum mit breitem Wirkungsspektrum; eine Histaminsalbe; Sonnencreme.

## I. Inhalt der Ausbildung

1. Bei den Aktivitäten der zugelassenen Fischerschule wird in erster Linie auf einen Fischfang Wert gelegt, bei dem die Natur, der Fisch sowie die anderen Benutzer des Flusses respektvoll behandelt werden. Die Entdeckung des aquatischen Lebensraums wird Bestandteil dieses Unterrichts sein.

2. Ein Ausbildungsprogramm muss vor Beginn dieser Ausbildung ausgearbeitet werden. Im Laufe der Ausbildung können folgende Bereiche angesprochen werden:

- Kenntnis der Hauptfischarten und des aquatischen Lebensraums;
- Fischfangtechniken und Verwendung des Materials;
- Grundkenntnisse des Naturschutzes (Abfälle, rationelle Wasserverwendung,...);
- Grundkenntnisse beim Umgang mit Fischen (Umgang beim Abhaken der Fische, die Wiedereinsetzung der Fische ins Wasser, Interesse des Hakens ohne Dorn,...);
- geltende Gesetzgebung und Organisation des Fischfangs in der Wallonischen Region.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Januar 2007 über die Zulassung der "Fischerschulen" und der Ausbilder sowie über die Gewährung von Subventionen an die zugelassenen "Fischerschulen" beigefügt zu werden.

Namur, den 25. Januar 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

ANLAGE II

Antrag auf Zulassung/auf Erneuerung der Zulassung als Fischerschule

Dem vorliegenden Antrag auf Zulassung/Erneuerung der Zulassung als Fischerschule ist Folgendes beizufügen:

1. Die Abschrift der Satzungen der antragstellende Vereinigung ohne Erwerbszweck sowie die Abschrift der im Belgischen Staatsblatt veröffentlichten Angaben.
2. Eine Abschrift der eventuellen Veröffentlichungen, die die antragstellende Vereinigung ohne Erwerbszweck vorgenommen hat, sowie jedes sonstigen Dokuments, durch das die durch Letztere im Bereich des Fischfangs ausgeführten Aktivitäten eingeschätzt werden können.
3. Ein Leumundszeugnis der verantwortlichen Person der antragstellenden Vereinigung ohne Erwerbszweck, das zum Zeitpunkt des Antrags vor weniger als 3 Monate ausgestellt worden ist.

ZULASSUNGSANTRAG

I. Bezeichnung der antragstellende Schule und/oder VoE:

.....

.....

.....

Anschrift: .....

Telefon: ..... Fax: .....

E-Mail-Adresse/Website: .....

II. Verantwortliche Person:

Name, Vorname: .....

Anschrift: .....

Telefon: ..... Fax: .....

E-Mail-Adresse: .....

- Verfügt diese Person über eine Zulassung als Ausbilder im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung über die Zulassung der "Fischerschulen" und der Ausbilder sowie über die Gewährung von Subventionen an die zugelassenen "Fischerschulen"?

JA/NEIN

Wenn ja, Zulassungsnummer oder Datum der Übermittlung des Zulassungsantrags:

.....

.....

.....

- Verfügt die Fischerschule über (einen) andere(n) zugelassene(n) Ausbilder aufgrund des vorerwähnten Erlasses?

JA/NEIN

Wenn ja, Nummer der Zulassung(en) oder des/der Antrag/Anträge auf Zulassung + Name und Vorname(n) der Ausbilder:

.....

.....

.....

I. Informationen über die Aktivitäten der Fischerschule (im Fall einer ersten Zulassung):

- Hat die Fischerschule bereits Ausbildungs/Sensibilisierungsaktivitäten im Bereich des Fischfangs oder des aquatischen Lebensraums organisiert?

JA/NEIN

Wenn ja, bitte beschreiben Sie diese Aktivitäten so genau wie möglich (Inhalt, Häufigkeit, Daten, Anzahl Teilnehmer pro Aktivität, Dauer, Organisationsmodalitäten, usw.):

.....  
 .....

- Welches ist das Zielpublikum der durch die Fischerschule organisierten Aktivitäten?

.....

- Ist die Teilnahme an den durch die Fischerschule organisierten Aktivitäten mit der Zahlung einer Einschreibgebühr verbunden? Wenn ja, wie hoch ist diese Gebühr?
- Wie viele Teilnehmer kann die Fischerschule im Rahmen der Aktivitäten, die sie organisiert, aufnehmen?

.....

- Welches sind die verfügbaren Empfangsinfrastrukturen (Räume, Fischfangmaterial, usw.)?

.....

- Welches sind die von der Fischerschule am häufigsten besuchten Fangzonen?

Handelt es sich dabei um private oder öffentliche Gebiete?

.....

.....

Ich bestätige auf Ehrenwort, dass die gesamten im vorliegenden Dokument und seinen Anlagen angeführten Informationen richtig und vollständig sind.

Ausgefertigt in: ....., am .....

Unterschrift und Eigenschaft:

**Der Verwaltung vorbehaltenes Feld:**

Anmerkungen:

.....

.....

.....

Beschluss:

.....

.....

Gutachten des Zentralausschusses des Wallonischen Fischzuchtfonds:

.....

.....

.....

Zulassungsnummer:

.....

Gewährungsdatum:

.....

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Januar 2007 über die Zulassung der "Fischerschulen" und der Ausbilder sowie über die Gewährung von Subventionen an die zugelassenen "Fischerschulen" beigefügt zu werden.

Namur, den 25. Januar 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

ANLAGE III

Antrag auf Zulassung/auf Eneuerung der Zulassung als Ausbilder

Dem vorliegenden Antrag auf Zulassung/Erneuerung der Zulassung als Ausbilder ist Folgendes beizufügen:

1. Ein Leumundszeugnis, das zum Zeitpunkt des Antrags vor weniger als 3 Monate ausgestellt worden ist.
2. Die Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der theoretischen und praktischen Prüfungen des vom Wallonischen Fischzuchtfonds organisierten Ausbildungsprogramms.
3. Eine Abschrift der Versicherungspolice zur Deckung der zivilrechtlichen Haftung des Antragstellers im Rahmen der Animationen.
4. Eine Kopie des Personalausweises.
5. 2 aktuelle Fotos im Passformat.

ZULASSUNGSANTRAG

Persönliche Auskünfte.

Name, Vorname(n): .....

Anschrift: .....

Ortschaft: ..... Postleitzahl: .....

Telefon: ..... Fax: .....

E-Mail-Adresse: .....

Geburtsdatum: ..... Geburtsort: .....

Beruf: .....

Ich bestätige auf Ehrenwort, dass die gesamten im vorliegenden Dokument und seinen Anlagen angeführten Informationen richtig und vollständig sind.

Ausgefertigt in: ....., am .....

Unterschrift:

<b>Der Verwaltung vorbehaltenes Feld:</b>	
Anmerkungen:	
.....	
.....	
.....	
Beschluss:	
.....	
.....	
Gutachten des Zentralausschusses des Wallonischen Fischzuchtfonds:	
.....	
.....	
.....	
Zulassungsnummer:	Gewährungsdatum:
.....	.....

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Januar 2007 über die Zulassung der "Fischerschulen" und der Ausbilder sowie über die Gewährung von Subventionen an die zugelassenen "Fischerschulen" beigefügt zu werden.

Namur, den 25. Januar 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 1044

[2007/200679]

**25 JANUARI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot erkenning van de "visserijscholen" en de opleiders, alsook tot toekenning van subsidies aan de erkende "visserijscholen"**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij, inzonderheid op de artikelen 8, derde lid, en 36bis, ingevoegd bij het decreet van 6 mei 1999;

Gelet op de beraadslagingen van de provinciale Visserijcommissies van 16 februari en 9 juni 2004;

Gelet op het voorstel van het "Fonds piscicole de Wallonie" (Waals visserijfonds) van 23 juni 2004;

Gelet op de adviezen van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 september en 12 december 2005;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 februari 2006;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 6 november 2006;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Erkenningsprocedure**Afdeling 1. — "Visserijscholen"*

**Artikel 1.** De erkenning als "visserijschool" in de zin van artikel 36bis van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij wordt door de Minister die voor riviervisserij bevoegd is, hierna de Minister genoemd, of zijn gemachtigde toegekend aan de instelling die de volgende voorwaarden vervult :

1° opgericht zijn als vereniging zonder winstgevend doel in de zin van de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstgevend oogmerk;

2° o.a. het uitvoeren van vormings- en bewustmakingsactiviteiten inzake de visserij en het aquatisch milieu als maatschappelijk doel hebben;

3° een bedrijfszetel in het Waalse Gewest hebben;

4° onder haar leden minstens één opleider tellen die krachtens dit besluit erkend is;

5° over infrastructuren beschikken die de organisatie van vormings- en bewustmakingsactiviteiten inzake de visserij en het aquatisch milieu mogelijk maken;

6° in de loop van de twee jaren die voorafgaan aan de inontvangstneming van de erkenningsaanvraag, minstens twintig uren vormings- en bewustmakingsactiviteiten inzake visserij en aquatisch milieu gegeven hebben;

7° jaarlijks minstens twintig uren vormings- en bewustmakingsactiviteiten inzake visserij en aquatisch milieu organiseren, per module van minstens vier opeenvolgende uren, met inachtneming van de voorwaarden die vastliggen in het bestek opgenomen in bijlage I;

8° de aanwezigheid en de controle van de vertegenwoordigers van het centrale comité van het "Fonds piscicole de Wallonie" aanvaarden tijdens het verloop van de activiteiten bedoeld in 7°;

9° jaarlijks voor 1 december een activiteitenverslag richten aan het secretariaat van het "Fonds piscicole", naar een model vastgelegd door het centrale comité van het "Fonds piscicole".

**Art. 2.** De erkenningsaanvraag wordt bij ter post aangetekend schrijven aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu gericht d.m.v. het document opgenomen in bijlage II.

De Minister of zijn gemachtigde beslist over de aanvraag na advies van het centrale comité van het "Fonds piscicole de Wallonie" en geeft de aanvrager binnen zestig dagen na ontvangst van het volledige aanvraagdossier kennis van zijn beslissing bij ter post aangetekend schrijven.

**Art. 3.** § 1. De erkenning wordt toegekend voor een periode van tien jaar die kan worden verlengd op grond van de procedure bedoeld in artikel 2.

In geval van hernieuwing van de erkenning dient de aanvrager zijn erkenningsaanvraag in binnen zes maanden vóór de vervaldatum van zijn erkenning.

§ 2. Na advies van het centrale comité van het "Fonds piscicole de Wallonie" kan de erkenning elk ogenblik door de Minister of zijn gemachtigde worden opgeschort als de "visserijschool" :

1° niet meer voldoet aan één van de erkenningsvoorwaarden bedoeld in artikel 1, 1° tot 9°;

2° handelingen laat uitvoeren die tegenstrijdig zijn met een goed zedelijk gedrag of met de vigerende wetgeving in het kader van de activiteiten die zij organiseert.

§ 3. De Minister of zijn gemachtigde geeft kennis van de opschorting van de erkenning bij ter post aangetekend schrijven.



**Art. 4. § 1.** Als de erkenning geweigerd of opgeschort wordt, kan een beroep worden ingediend binnen dertig dagen vanaf de schriftelijke kennisgeving van weigering of opschorting. Het beroep wordt bij de Regering ingediend als de weigering of de opschorting van de erkenning door de Minister zelf wordt meegedeeld. Als de kennisgeving uitgaat van de afgevaardigde van de Minister, wordt het beroep bij de Minister ingediend.

Het beroep is niet opschortend.

§ 2. De Regering of de Minister verzoekt het centrale comité van het "Fonds piscicole de Wallonie" om advies.

§ 3. Bij gebrek aan advies binnen twee maanden kan de Regering of de Minister rechtsgeldig beslissen.

Indien de Regering of de Minister geen beslissing neemt binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van indiening van het beroep, wordt het beroep geacht te zijn ingewilligd.

Als het niet ingewilligd wordt, wordt pas over een nieuwe aanvraag beslist als nieuwe redenen ter staving ervan worden gegeven.

**Art. 5. § 1.** De krachtens dit besluit erkende "visserijscholen" worden in het kader van hun vormings- en bewustmakingsactiviteiten gedekt door de verzekeringspolis inzake burgerlijke aansprakelijkheid en lichamelijke ongevallen afgesloten door het "Fonds piscicole de Wallonie" voorzover ze voldoen aan het bestek opgenomen in bijlage I.

§ 2. De deelnemers aan een vormings- en bewustmakingsactiviteit inzake visserij en aquatisch milieu die door een erkende "visserijschool" georganiseerd wordt, zijn vrijgesteld van de verplichting houder te zijn van een visvergunning als zij in het kader van die activiteiten vissen.

#### *Afdeling 2. — Opleiders*

**Art. 6.** De erkenning als "opleider" in de zin van artikel 36bis van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij wordt door de Minister of zijn gemachtigde toegekend aan de personen die de volgende voorwaarden vervullen :

1° met succes een door het centrale comité van het "Fonds piscicole" gegeven opleiding hebben gevolgd waarvan de inhoud en de modaliteiten voor de evaluatie van de te verwerven kennis door het comité bepaald worden;

2° minstens achttien jaar oud zijn op de datum van indiening van de erkenningsaanvraag;

3° in het bezit zijn van een visvergunning van het Waalse Gewest die geldig is voor het lopende kalenderjaar;

4° binnen vijf jaar voorafgaand aan het indienen van de erkenningsaanvraag niet veroordeeld zijn bij een rechterlijke beslissing die in kracht van gewijsde is getreden wegens overtredingen van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en de jachtwet van 28 februari 1882;

5° in het verleden niet veroordeeld zijn wegens zedenfeiten bij een rechterlijke beslissing die in kracht van gewijsde is getreden.

**Art. 7.** De erkenningsaanvraag wordt bij ter post aangetekend schrijven gericht aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu d.m.v. het document opgenomen in bijlage III.

De Minister of zijn gemachtigde beslist over de aanvraag na advies van het centrale comité van het "Fonds piscicole de Wallonie" en geeft de aanvrager binnen zestig dagen na ontvangst van het volledige aanvraagdossier kennis van zijn beslissing bij ter post aangetekend schrijven.

**Art. 8. § 1.** De erkenning wordt toegekend voor een periode van tien jaar, die verlengd kan worden op grond van de procedure bedoeld in artikel 7.

In geval van hernieuwing van de erkenning dient de aanvrager zijn erkenningsaanvraag in binnen zes maanden vóór de vervaldatum van zijn erkenning.

§ 2. Na advies van het centrale comité van het "Fonds piscicole de Wallonie" kan de erkenning elk ogenblik door de Minister of zijn gemachtigde worden opgeschort als ernstige aanwijzingen laten vermoeden dat het gedrag van de opleider tegenstrijdig is met een goed zedelijk gedrag of dat hij de bepalingen van de wetgevingen waarvan sprake in artikel 6, 4°, niet naleeft.

**Art. 9. § 1.** Als de erkenning geweigerd of opgeschort wordt, kan een beroep worden ingediend binnen dertig dagen na de schriftelijke kennisgeving van weigering of opschorting. Het beroep wordt bij de Regering ingediend als de weigering of de opschorting van de erkenning door de Minister zelf wordt meegedeeld. Als de kennisgeving uitgaat van de afgevaardigde van de Minister, wordt het beroep bij de Minister ingediend.

Het beroep is niet opschortend.

§ 2. De Regering of de Minister verzoekt het centrale comité van het "Fonds piscicole de Wallonie" om advies.

§ 3. Bij gebrek aan advies binnen twee maanden kan de Regering of de Minister rechtsgeldig beslissen.

Indien de Regering of de Minister geen beslissing neemt binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van indiening van het beroep, wordt het beroep geacht te zijn ingewilligd.

Als het niet ingewilligd wordt, wordt pas over een nieuwe aanvraag beslist als nieuwe redenen ter staving ervan worden gegeven.



HOOFDSTUK II. — *Toekenning van subsidies aan de erkende "visserijscholen"*

**Art. 10.** Binnen de perken van de begrotingskredieten beschikbaar voor het "Fonds piscicole de Wallonie" en op het voorstel van het centrale comité kent de Minister of zijn gemachtigde een jaarlijkse subsidie toe aan de erkende "visserijscholen". Die subsidie dient om het eventuele tekort voortvloeiend uit de organisatie van de vormings- en bewustmakingsactiviteiten inzake visserij en aquatisch milieu gedeeltelijk of geheel te dekken.

**Art. 11.** De subsidie wordt toegekend als de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° de subsidieaanvraag wordt ingediend bij een vissersfederatie die zitting heeft in een provinciale visserijcommissie en wordt door haar voorgelegd aan het centrale comité van het "Fonds piscicole de Wallonie";

2° de door de "visserijscholen" georganiseerde vormings- en bewustmakingsactiviteiten die voldoen aan het bestek opgenomen in bijlage I zijn toegankelijk voor de deelnemers mits betaling van inschrijvingsgeld, waarvan het minimumbedrag door het centrale comité van het "Fonds piscicole de Wallonie" wordt bepaald;

3° de subsidieaanvraag gaat vergezeld van het jaarlijks programma van de door de "visserijschool" georganiseerde vormings- en bewustmakingsactiviteiten, alsook van een raming van de uitgaven en inkomsten teweeggebracht door de organisatie van deze activiteiten.

**Art. 12.** De subsidieaanvraag wordt bij de vissersfederatie ingediend vóór 30 juni van het jaar voorafgaand aan het jaar waarvoor de subsidie wordt aangevraagd.

**Art. 13.** De toekenning van de subsidie wordt aan de begunstigden meegedeeld vóór 31 januari van het jaar waarvoor de subsidie wordt aangevraagd.

**Art. 14.** Na goedkeuring door de Minister of zijn gemachtigde wordt de subsidie uitbetaald op volgende wijze :

1° een eerste schijf, met name 50 % van het subsidiebedrag, kan worden uitbetaald na kennisgeving ervan, na overlegging van een waar en oprecht verklaarde aangifte van schuldvordering;

2° het saldo wordt uitbetaald na overlegging van een waar en oprecht verklaarde aangifte van schuldvordering, alsook van een staat van inkomsten en werkingsuitgaven in verband met de organisatie van vormings- en bewustmakingsactiviteiten, gestaafd door bewijsstukken.

Onder werkingsuitgaven worden de volgende uitgaven verstaan, met uitsluiting van alle andere uitgaven :

— de kosten voor de aankoop van materieel of voor de leveringen die noodzakelijk zijn voor het verloop van de activiteiten;

— de huurkosten van de gebouwen waarin de activiteiten georganiseerd worden;

— de verplaatsingskosten en de toegangsprijzen i.v.m. uitstappen georganiseerd in het kader van de activiteiten;

— de kosten inzake huisvesting, voedsel en dranken in het kader van activiteiten die langer duren dan één dag;

— de vergoedingen en verplaatsingskosten van de erkende opleiders en personen die hen bijstaan.

De toegekende subsidie mag geenszins hoger zijn dan het tekort teweeggebracht door de organisatie van vormings- en bewustmakingsactiviteiten door de "visserijschool". In voorkomend geval betaalt de "visserijschool" het teveel geïnde bedrag terug aan het "Fonds piscicole".

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

**Art. 15.** De personen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit een door de Minister afgegeven attest van "verantwoordelijke instructeur" hebben behaald vervullen de voorwaarde bedoeld in artikel 6, 1°.

De houders van dit attest mogen hun activiteit van opleider gedurende een periode van zestig dagen voortzetten vooraleer ze overeenkomstig artikel 6 erkend worden.

**Art. 16.** De Minister tot wiens bevoegdheden de riviervisserij behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 januari 2007.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

## BIJLAGE I

## Bestek van de erkende "visserijscholen"

## I. Maatregelen voor de organisatie van de activiteiten.

1. Beschikken over een lijst met noodtelefoonnummers (spoeddiensten, brandweer, arts, apotheker). Deze lijst moet steeds beschikbaar zijn tijdens de vormings- en bewustmakingsactiviteiten die door de "visserijschool" worden georganiseerd. Een telefoon of GSM moet steeds binnen bereik zijn tijdens buitenactiviteiten.

2. De tijdens de activiteiten bezochte plaatsen vooraf verkennen en voor elk van hen een fiche opmaken met :

- de naam van de plaats (adres en/of naam van de plaatsnaam);
- een analyse van de risico's en van de te overwegen preventiemaatregelen;
- de aanwijzingen op grond waarvan de spoeddiensten de plaats kunnen bereiken;
- de melding of de plaats al dan niet door een GSM netwerk bediend wordt;
- de cartografische coördinaten van de plaats.

1. Bij de organisatie van een stage, met name een vormingsactiviteit van minstens 3 opeenvolgende dagen, per deelnemer voorzien in een fiche met de volgende gegevens :

- Naam, voornaam :
- Leeftijd :
- Adres :
- Relevante medische gegevens (pathologie, medicatie, enz.) :
- Personalía van een contactpersoon (adres, telefoonnummer) :

1. Elke opleider en elke persoon die de opleider in zijn taak bijstaat moet vóór het begin van elk activiteit :

- over de lijst met noodtelefoonnummers beschikken;
- over de lijst van de stagiairs beschikken en, in voorkomend geval, kennis genomen hebben van de individuele fiches;
- kennis genomen hebben van de fiches met de plaatsen die tijdens de activiteit worden bezocht.

## I. Veiligheidsmaatregelen tijdens de activiteiten.

1. Elke activiteit moet minstens door twee personen, onder wie een erkende opleider, worden begeleid. De activiteiten moeten steeds door voldoende personeel worden begeleid om nauwkeurig en permanent toezicht te houden op de stagiairs.

2. Voor elke activiteit moet op zijn minst het volgende hulpverleningsmaterieel beschikbaar zijn :

- een voldoende aantal boeien naargelang van de risico's op de visplaats;
- een verbanddoos die aan de wettelijke normen voldoet en die o.a. het volgende bevat : een isothermisch deken; handschoenen; een ziekendragerschaar; drukverband; sluitende plastic zakjes; koelzakjes voor eenmalig gebruik; driehoekig steriel weefsel; een splinterpincet; een teekpincet; een "Aspi-venin" uitzuigpompje; proper water en zeep; steriele kompressen; een ontsmettingsmiddel met brede uitwerking; een histaminewerende zalf; zonnecrème.

## I. Inhoud van de opleiding.

1. De activiteiten van de erkende visserijschool beogen het onderrichten van een visserij die respect toont voor de natuur, de vis alsook voor de overige riviergebruikers. De ontdekking van het aquatisch milieu maakt noodzakelijk deel uit van dit onderricht.

2. Vóór de aanvang van de opleiding wordt een opleidingsprogramma opgesteld. Tijdens de opleiding kunnen de volgende punten worden besproken :

- kennis van de voornaamste vissoorten en biologie van het aquatisch milieu;
- vistechnieken en gebruik van het materieel;
- inleiding in de milieukunde (afval, rationeel watergebruik,...);
- inleiding in het hanteren van de vis (hanteren tijdens het losmaken, weer in het water werpen, belang van de vishaak zonder tong,...);
- vigerende wetgeving en organisatie van de visserij in het Waalse Gewest.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 december 2007 tot erkenning van de "visserijscholen" en de opleiders, alsook tot toekenning van subsidies aan de erkende "visserijscholen".

Namen, 25 januari 2007.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

## BIJLAGE II

## Aanvraag om erkenning/hernieuwing van de erkenning van een visserijschool

Deze aanvraag om erkenning/hernieuwing van een erkenning als visserijschool gaat vergezeld van de volgende stukken :

1. Een afschrift van de statuten van de verzoekende vereniging zonder winstoogmerk, alsook een afschrift van de berichten die in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.
2. Een afschrift van de eventuele publicaties van de verzoekende vereniging zonder winstoogmerk, alsook elk ander stuk aan de hand waarvan de activiteiten van de vereniging inzake visserij beoordeeld kunnen worden.
3. Een bewijs van goed zedelijk gedrag van de verantwoordelijke van de verzoekende vereniging zonder winstoogmerk dat minder dan drie maanden oud is op het ogenblik van de aanvraag.

## ERKENNINGSAANVRAAG

## I. Benaming van de school en/of van de verzoekende VZW :

.....  
 .....  
 .....

Adres : .....

Telefoon : ..... Fax : .....

e-mail adres/Internetsite : .....

## II. Verantwoordelijke :

Naam, voornaam : .....

Adres : .....

Telefoon : ..... Fax : .....

e-mail adres : .....

- Beschikt deze persoon over een erkenning als opleider in de zin van het besluit van de Waalse Regering tot erkenning van de "visserijscholen" en de opleiders, alsook tot toekenning van subsidies aan bepaalde erkende "visserijscholen"

JA/NEEN

Zo ja, nr. van de erkenning, of datum van verzending van de erkenningsaanvraag :

.....

- Beschikt de visserijschool over (een) andere opleider(s) erkend krachtens bovengenoemde besluit ?

JA/NEEN

Zo ja, nr. van de erkenning(en) of van de erkenningsaanvraag/erkenningaanvragen + naam/namen en voornaam/voornamen van de opleiders :

.....

## I. Gegevens betreffende de activiteiten van de visserijschool (in geval van eerste erkenning) :

- Heeft de visserijschool reeds vormings- / bewustmakingsactiviteiten inzake visserij of visserijmilieu georganiseerd ?

JA/NEEN

Zo ja, beschrijf deze activiteiten zo nauwkeurig mogelijk (inhoud, frequentie, datums, aantal deelnemers per activiteit, duur, organisatiemodaliteiten, enz.) :

.....

.....

.....

- Welk publiek heeft de visserijschool meestal op het oog bij het organiseren van deze activiteiten ?

.....

- Moet er inschrijvingsgeld betaald worden om deel te nemen aan de activiteiten die de visserijschool organiseert ?

Zo ja, hoeveel bedraagt dit inschrijvingsgeld ?

.....

• Hoeveel deelnemers kan de visserijschool opnemen in deze activiteiten ?

.....

• Welke zijn de onthaalinfrastructuur (lokalen, materieel voor de visserij, enz.) ?

.....

.....

• Welke zijn de visplaatsen die de visserijschool bezoekt ?

Gaat het om privé of openbare plaatsen ?

.....

.....

.....

Ik verklaar op mijn erewoord dat alle informatie in dit document en de bijlagen juist en oprecht is.

Gedaan te ....., op : .....

Handtekening en hoedanigheid :

**Vak voorbehouden aan de administratie**

Opmerkingen :

.....

.....

.....

Beslissing :

.....

.....

Advies van het centrale comité van het "Fonds piscicole de Wallonie" :

.....

.....

.....

Erkenningsnr. :

.....

Toekenningsdatum :

.....

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 25 januari 2007 tot erkenning van de "visserijscholen" en de opleiders, alsook tot toekenning van subsidies aan erkende "visserijscholen".

Namen, 25 januari 2007.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

## BIJLAGE III

## Aanvraag om erkenning/hernieuwing van de erkenning als opleider

Deze aanvraag om erkenning/hernieuwing van een erkenning als opleider gaat vergezeld :

1. Een bewijs van goed zedelijk gedrag dat minder dan drie maanden oud is op het ogenblik van de erkenningsaanvraag.
2. Een attest waaruit blijkt dat de kandidaat geslaagd is voor de theoretische en praktische examens van het opleidingsprogramma dat door het "Fonds piscicole de Wallonie" georganiseerd wordt.
3. Een afschrift van de verzekeringspolis waarbij de burgerlijke aansprakelijkheid van de aanvrager in het kader van de animatie wordt gewaarborgd.
4. Een afschrift van de identiteitskaart.
5. 2 recente foto's, formaat identiteitskaart.

## ERKENNINGSAANVRAAG

Personalia.

Naam, voorna(a)m(en) : .....

Adres : .....

Woonplaats : ..... Postcode .....

Telefoon : ..... Fax : .....

e-mail adres : .....

Geboortedatum : ..... Plaats : .....

Beroep : .....

Ik verklaar op mijn erewoord dat alle informatie in dit document en zijn bijlagen juist en oprecht is.

Gedaan te ....., op : .....

Handtekening :

<b>Vak voorbehouden aan de administratie</b>	
Opmerkingen :	
.....	
.....	
.....	
Beslissing :	
.....	
.....	
Advies van het centrale comité van het "Fonds piscicole de Wallonie" :	
.....	
.....	
.....	
Erkeningsnr. :	Toekenningsdatum :
.....	.....

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 25 januari 2007 tot erkenning van de "visserijscholen" en de opleiders, alsook tot toekenning van subsidies aan erkende "visserijscholen".

Namen, 25 januari 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN